

FAITS SAILLANTS

- Faisant partie de personnes les plus affectées en temps de déplacement, les enfants ont besoin d'un environnement qui leur permette de vivre normalement. A Bunia, les enfants déplacés ont choisi le football qui est à la fois une activité de détente et de rapprochement communautaire.
- La communauté humanitaire de la RDC se met à l'heure du nouvel indicateur "genre et âge". Le nouveau guide du Comité permanent interagences réaffirme une inclusion du genre et de l'âge dans la programmation humanitaire.
- Les contraintes d'accès physique et sécuritaire retardent la réponse humanitaire dans la Province du Nord-Kivu ; le service aérien lui aussi est menacé.

CHIFFRES CLÉS

Cas de choléra 2018 au 1 ^{er} juillet	12 634 cas dont 417 décès
--	---------------------------

Cas de rougeole en 2018 au 1 ^{er} juillet	14 935 cas dont 159 décès
--	---------------------------

Personnes ciblées par les projets humanitaires en cours, au 1 ^{er} juillet 2018	16,7M dont 4M de femmes et 3,7 M d'enfants
--	--

Nombre de cas d'Ebola en 2018 (Rapport final)	54 dont 33 décès
---	------------------

FINANCEMENTS

1,68 milliard
Fonds requis (en US\$)

21% financés (au 31 juillet 2018)



©OCHA/ N. Frerotte

Au sommaire

- Le foot, vecteur de cohésion sociale **P1**
- Le Fonds humanitaire, pionnier du nouvel indicateur « genre et âge » **P2**
- Entre insécurité et le devoir de sauver des vies **P4**

Le foot, vecteur de cohésion sociale



Ambiance sur un terrain récréatif dans le camp de déplacé de Bunia. ©OCHA/S. Mabaluka

Pendant que tous les regards étaient tournés vers la Coupe du monde en Russie, les enfants déplacés vivant dans la cour de l'Hôpital Général de Bunia s'offraient leur propre tournoi de football : loin des caméras et des pelouses bien tondues, sous les regards admiratifs de leurs parents et aînés. Contrairement au caractère saisonnier et compétitif du Mondial, le foot entre enfants déplacés et ceux des familles hôtes représente les seuls

moments de divertissement qui réunissent ces deux groupes. Mais ici le foot va au-delà du caractère sportif : il joue un rôle de protection, de thérapie, de cohésion sociale.

Le foot fait partie du paquet d'activités récréatives offert par les acteurs humanitaires dans le cadre du programme de réponse ciblant les enfants et les jeunes dans les « Espaces Amis de l'Enfant », un périmètre délimité pour la pratique de jeux et du sport. Volley-ball, tennis de table, jeux de dame sont parmi les activités disponibles dans ces espaces qui existent tant en Ituri que dans d'autres provinces du pays. A Bunia, le football reste le plus populaire et le plus rassembleur.

« Les matches de football drainent du monde au niveau des sites, surtout quand ils mettent aux prises la sélection des enfants déplacés à celle de leurs pairs [enfants des communautés d'accueil] résidant dans des quartiers périphériques de Bunia », explique un responsable de l'Espace.

Ouvert en mars 2018, en plus du sport, l'Espace du site de Bunia offre aux enfants déplacés une multitude d'activités dont l'alphabétisation, des cours d'arithmétique, de dessin, de calligraphie, d'éducation sanitaire. On y apprend aussi les travaux manuels, le chant, les danses folkloriques.

Ces activités devenaient impératives car il fallait protéger ces enfants et leur permettre de vivre autant que possible leur enfance même dans un contexte de crise. Avant mars, beaucoup d'enfants erraient en dehors des camps ; tout le monde s'occupait comme il pouvait ; certains se livraient à la mendicité, d'autres étaient exposés aux risques d'abus et d'exploitation. Ces activités visent à lutter contre le traumatisme des violences dont ces enfants ont été témoins, selon les encadreurs.

Les activités sportives visent à favoriser un climat de cohésion et du vivre-ensemble entre communautés déplacées et locales. Ici point de règlement de la FIFA, les enfants ont leur propre règle, ce qui ne rend pas les rencontres moins émouvantes. Le moment culminant du match c'est le repas d'ensemble - après match.

La mixité et l'inclusivité sont clés dans un tel programme. Les encadreurs visent à ce que, enfants déplacés ou pas, garçons ou filles, aucune discrimination ne soit perceptible dans les aires de jeux. Le plus souvent, les matches sont organisés le dimanche pour avoir une bonne affluence de supporters. Vêtus de leurs plus beaux maillots pour la circonstance, les enfants déplacés ont fière allure et jouent sans complexe face aux « citadins ». Peu importe le résultat, vainqueurs et vaincus se retrouvent pour partager un repas.

L'Espace, qui encadre plus de mille enfants déplacés dans les deux sites spontanés de Bunia, est un programme du « Projet de réponse d'urgence aux enfants affectés par la crise de Djugu dans la Province de l'Ituri » exécuté par la division des affaires sociales de l'Ituri, avec l'appui de l'UNICEF. UNICEF avait apporté l'appui nécessaire en termes de jeux de maillots, de ballons de football, de volleyball et de balles de tennis. Financé pour trois mois jusqu'en juin 2018, les discussions sont en cours pour l'extension de ce programme sur les deux sites de Bunia.

Le Fonds humanitaire, pionnier du nouvel indicateur « Genre et Age »

« La violence à l'égard des femmes et des filles est l'une des violations des droits fondamentaux les plus fréquentes dans le monde. Elle ne connaît pas de frontières, qu'elles soient économiques, sociales ou géographiques¹ » selon UNFPA.

Tous vulnérables, besoins différents

En introduisant l'atelier de formation des partenaires humanitaires sur l'inclusivité "genre et âge" dans la réponse humanitaire, tenue à Bukavu du 17 au 19 juillet 2018, l'expert formateur présente un tableau imagé comprenant un éléphant, un poisson et un singe. Il demande à l'audience : « Que donneriez-vous à manger à ces animaux ? comment accorder des chances égales à tous ? Ils ont des caractéristiques et des besoins si différents ». Une réponse fuse : « Lors de l'enregistrement des bénéficiaires, le critère de vulnérabilité sociale est pris en compte, par exemple, concernant les personnes en situation de handicap ou les enfants non accompagnés ».

Depuis la publication du [Guide pour l'intégration de l'égalité des sexes dans l'action humanitaire du Comité permanent interagences \(IASC\)² en mars dernier](#), la thématique genre vient occuper une place encore plus importante dans le travail des acteurs humanitaires. « L'intégration du genre dans l'action humanitaire est notre première responsabilité. Les Agences des Nations Unies, les ONG, les institutions et individus impliqués dans l'humanitaire doivent considérer les vulnérabilités spécifiques de chacun pour une aide efficace et inclusive », a indiqué Jean-Baptiste Mikulu, expert formateur et Conseiller interagences en genre pour l'action humanitaire en RDC.

Le nouvel indicateur « Genre et âge » dans la réponse humanitaire

En décidant, en juin 2018, d'introduire un nouvel indicateur « Genre et âge" dans la formulation des projets à financer par le [Fonds humanitaire](#), le IASC visait à faciliter la contextualisation des actions humanitaires, permettant de prendre en compte le genre

¹ <https://www.unfpa.org/fr/violence-bas%C3%A9e-sur-le-genre>

² Le Comité permanent interagences est mieux connu sous son acronyme anglais « IASC »

et l'âge de la personne dans le besoin et de mesurer sa vulnérabilité en situation d'urgence.

Dans de nombreuses situations de crise, les violences basées sur le genre (VBG), notamment les violences sexuelles, sont une constante. Les crises qui secouent la RDC depuis plus de deux décennies n'échappent malheureusement pas à cette tendance. A titre d'illustration, une étude menée dans la région du Kasai en 2017 révèle que 22% des femmes, entre 15 et 49 ans, ont survécu à des violences sexuelles au cours des 12 derniers mois.

Adapter les projets en fonction des réalités du terrain



Si des avancées ont été enregistrées depuis dix ans, souvent, on continue à prendre en compte les bénéficiaires les plus visibles. Ceux qui ne sont pas en mesure de se présenter sont fréquemment négligés. ©OCHA/A. Rime

C'est désormais inscrit parmi les critères d'éligibilité au Fonds humanitaire : tout projet sollicitant le financement doit inclure la dimension genre dans sa formulation.

« Dans les missions exploratoires que nous menons avant d'implémenter nos projets, nous collectons des données ventilées par sexe et par âge », a déclaré Pilar Martinez, Coordinatrice générale de Médecins du Monde Belgique, l'un des 200 acteurs qui travaillent en RDC. L'ONG essaie, tant bien que

mal, d'adapter ses projets en fonction des vulnérabilités observées au fur et à mesure de la mise en œuvre.

« Nous soutenons, par exemple, des femmes survivantes de violences sexuelles et nous avons remarqué qu'elles venaient accompagnées de leurs enfants. Nous avons donc mis en place un volet supplémentaire à notre projet pour que ces derniers [les enfants] puissent bénéficier notamment de nourriture adaptée à leurs besoins », ajoute la Coordinatrice.

Alors que la stratégie de réponse VBG basée sur le [Plan de Réponse Humanitaire 2018 pour la RDC](#), prévoit de cibler 5.4 millions de femmes, hommes, garçons et filles, la question du manque de financement se pose toujours- y compris au niveau mondial. Si l'Union Européenne s'était engagée en septembre 2018 à débloquer 500 millions d'euros destinés à un nouveau Fonds mondial pour lutter contre les violences basées sur le genre, les experts estiment déjà que ce montant est largement inférieur aux besoins.

Une réponse rapide et adaptée

Depuis sa création en 2006, le Fonds Humanitaire vise à apporter une réponse rapide et efficace aux violences survenues dans un contexte d'urgence humanitaire. En dix ans d'activité, au moins 79 projets comprenant un volet dédié à la prévention et à la prise en charge des survivants de VBG ont été financés, pour un montant de plus de vingt-trois millions de dollars américains pour plus de cent-trente mille bénéficiaires.

« Il est de notre responsabilité, en tant que bailleur de fonds, de nous assurer que les projets que nous finançons respectent les principes de parité et d'inclusivité » a déclaré Charlotte MacDiarmid, Cheffe de l'Unité Conjointe des Financements Humanitaires en RDC.

Le nouvel indicateur marqueur vient corriger des insuffisances. Il prend désormais en compte le genre, mais aussi l'âge à travers 12 indicateurs afin d'examiner dans quelle mesure les actions de programmation essentielles abordent les différences liées au genre et à l'âge dans la réponse humanitaire. Il ajoute une composante de suivi pendant la phase de mise en œuvre.

Depuis le début de l'année, grâce aux financements du Fonds humanitaire, plus de cinq mille personnes ont été sensibilisées sur la thématique des violences sexuelles basées sur le genre, tandis que plus de huit cent autres ont bénéficié d'une prise en charge intégrée (médicale, psychologique, juridique et économique)³.

Entre insécurité et le devoir de sauver des vies



Ambiance sur la route reliant Masisi à Walikale, dans le Nord Kivu. L'état de la voie ne permettant pas au véhicule d'avancer, la cargaison est déchargée. ©OCHA/E. Sabau

Dans les situations de crise humanitaire, les entraves physiques et sécuritaires posent souvent d'énormes défis. Ces entraves existent aussi dans le Nord-Kivu, province qui, depuis plus de 20 ans, est le théâtre d'une opération majeure de la communauté humanitaire en République Démocratique du Congo. Sur 8,3 millions d'habitants, plus de 2,6 personnes ont besoin d'aide humanitaire. Mais comment s'assurer que, parmi ceux qui ont besoin d'aide, personne ne soit laissé de côté ? Dans une région

grande comme deux fois la Belgique et connue pour son climat d'insécurité, le transport routier s'avère souvent lent, cher et risqué.

Entre affrontements, embuscades et kidnappings

Les batailles rangées entre groupes armés ainsi que les affrontements entre l'armée congolaise et certaines milices armées dans diverses contrées de la province rendent parfois difficile l'acheminement de l'aide par voie terrestre. Depuis janvier 2018, plus de 18 000 personnes vivant dans l'extrême nord de la province du Nord Kivu ont un accès difficile à l'assistance humanitaire en raison des contraintes sécuritaires. Les routes empruntées par les acteurs humanitaires sont parsemées d'actes de criminalité : cambriolages, braquages et enlèvements de civils, dont des humanitaires. Au premier trimestre 2018, trois kidnappings ont été recensés ; durant toute l'année 2017, sept cas ont été enregistrés. En février 2018, [deux membres de l'ONG congolaise Hydrauliques sans frontières ont été tués](#) par des hommes armés dans les alentours de Nyanzale, dans le Territoire de Rutshuru.

Des routes en très mauvais état

En plus des risques sécuritaires, le mauvais état des routes contribue à rendre périlleux les convois humanitaires. Le réseau routier du Nord Kivu, de plus de 1 700 km, n'est praticable qu'à peine sur la moitié, selon l'office des routes provinciales. Datant de la période coloniale, ce réseau routier est principalement construit en terre battue. Seulement 11% des routes sont bitumées.

Depuis la mi-mars 2018, avec le début des pluies, le tronçon reliant les territoires de Masisi et Walikale se dégrade de jour en jour avec le lot d'éboulements, de glissements de terrain et de bourbiers, tout ceci entraînant des délais et des coûts supplémentaires pour l'acheminement de l'aide humanitaire. Près de deux cent mille personnes en attente d'aide humanitaire sont affectées par ce mauvais état des routes dans le

³ Résultats préliminaires portant sur des projets clôturés entre janvier et juin 2018.

Territoire de Masisi. Autre exemple : pour atteindre Oninga, village en proie à la coqueluche dans le nord-est du Territoire de Walikale, il faut environ deux semaines de route depuis Goma, avec à peine le tiers de la route accessible en voiture.

La voie aérienne en danger

Avec à peine 50% des 1 700 km du réseau routier praticables, le Nord Kivu demeure une des provinces les plus difficiles à desservir. La voie aérienne est la plus avantageuse ; malheureusement elle est aussi confrontée à des contraintes, notamment financières.

Ainsi L'efficacité de l'action humanitaire au Nord Kivu dépend énormément de la voie aérienne. Mais celle-ci est aussi affectée par la géographie de la région qui, couplée avec les pluies qui prévalent tout au long de l'année, rend l'accès très difficile aux avions. Les rares pistes d'atterrissage sont en terre et nécessitent donc de fréquents travaux d'entretien. Le pont aérien est assuré par un hélicoptère, autant pour le transport du personnel que des cargaisons humanitaires. Près de quatre cent quatre-vingt-cinq mille personnes ont pu bénéficier de l'aide humanitaire d'urgence en 2017 avec 159 tonnes d'aide humanitaire livrée par l'hélicoptère du service aérien humanitaire de l'ONU en RDC (UNHAS), basé à Goma. En 2017, plus de deux mille six cents personnes ont pu accéder aux zones les plus reculées ou être évacuées pour des raisons médicales ou sécuritaires vers les hôpitaux ou des endroits sûrs.

Néanmoins, même si cet appui fondamental est offert également dans le Sud Kivu, le Maniema, ou l'ensemble de l'ex-Province Orientale, le service fait régulièrement face à des contraintes financières et doit constamment mobiliser des ressources. A l'heure actuelle, ce sont près de trois cent quatre-vingt-dix mille personnes qui seraient privées d'assistance si le service s'interrompait. En mai 2018, [environ seize millions de dollars d'allocations du CERF et du Fond humanitaire](#) ont été approuvés pour assurer la présence de l'hélicoptère et le transport de l'aide humanitaire aux zones enclavées à l'est de la République Démocratique du Congo. Cependant, cette prolongation ne serait que temporaire. Sans ressources additionnelles et sans hélicoptère, l'action humanitaire du Nord Kivu serait confrontée à un choix cornélien : entre insécurité et exigence de sauver des vies. Le 23 juillet, ECHO a annoncé qu'elle financerait le coût de l'hélicoptère « à 100% » pour trois mois d'août à octobre 2018.